



## Revue internationale d'éducation de Sèvres

39 | septembre 2005  
La formation des élites

---

### Élites économiques et excellence scolaire au Brésil

La remise en question d'un mythe

*Economic Elites and Academic Excellence in Brazil. Questioning a Myth*

*Élites económicas y excelencia escolar en Brasil. Cuestionamiento de un mito*

**Maria-Alice Nogueira**

---



#### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ries/1273>

DOI : 10.4000/ries.1273

ISSN : 2261-4265

#### Éditeur

Centre international d'études pédagogiques

#### Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2005

Pagination : 67-77

ISBN : 978-2-85420-564-0

ISSN : 1254-4590

#### Référence électronique

Maria-Alice Nogueira, « Élites économiques et excellence scolaire au Brésil », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 39 | septembre 2005, mis en ligne le 17 novembre 2011, consulté le 22 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ries/1273> ; DOI : 10.4000/ries.1273

---

# Élites économiques et excellence scolaire au Brésil

*La remise en question d'un mythe\**

Maria-Alice Nogueira

## FORMATION DES ÉLITES : ÉVOLUTION DES RECHERCHES

L'intérêt que la sociologie de l'éducation porte à la scolarisation des jeunes issus de familles favorisées est relativement récent. Ce sont plutôt les milieux populaires qui se sont traditionnellement inscrits dans la tradition sociologique latine. Néanmoins, l'apparition d'études qui déplacent le regard « du handicap vers le privilège » (Sirota, 2000) va graduellement modifier cet état des choses, la meilleure preuve étant, dans le contexte brésilien, la publication du recueil intitulé *La scolarisation des élites* (Almeida & Nogueira, 2002), qui propose un panorama de recherches nationales et internationales sur le sujet.

Sur un terrain aussi lacunaire, une distinction s'impose. Le poids du patrimoine culturel familial sur la scolarité des enfants a déjà été amplement abordé grâce, essentiellement, aux études d'inspiration bourdieusienne. Par contre, le rôle du facteur économique dans les trajectoires scolaires individuelles ne s'est pas encore pleinement constitué en objet de recherche. À ma connaissance, deux exceptions, toutes deux françaises, échappent aux conditionnements du champ : les travaux de Fourastié (1970, 1972) et le livre de Ballion (1977).

Jean Fourastié, chercheur en économétrie au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) à Paris a, tout au long des années soixante, appliqué un questionnaire à un échantillon de 1 276 familles appartenant à des catégories socio-professionnelles dites « supérieures ». En interrogeant industriels, hauts fonctionnaires, artistes célèbres, anciens élèves des grandes écoles françaises, il cherchait à couvrir toutes les fractions des élites loties aussi bien du point de vue culturel que du point de vue financier. Ses résultats montrent que, même si ces catégories sociales présentent des taux de réussite scolaire supérieurs à la moyenne de la population, elles ne sont pas à l'abri de l'échec. En effet, environ un tiers des enfants des personnes interrogées n'avait pas accédé à l'enseignement supérieur.

---

\* Cet article reprend une communication présentée dans le XVII<sup>e</sup> Congrès international des sociologues de langue française qui s'est tenu à Tours, en juillet 2004.

La profession des parents y introduit néanmoins des différences significatives : les résultats scolaires des jeunes issus des familles économiquement dominantes de l'échantillon (les entrepreneurs) se sont montrés bien inférieurs à ceux des enfants des familles plus intellectuelles (élites scientifiques et artistiques).

Les constatations de Fourastié ont conduit le sociologue Robert Ballion à se pencher sur un thème inhabituel dans le contexte des années soixante-dix : l'échec scolaire dans les milieux économiquement favorisés. Les données empiriques obtenues auprès de 670 élèves d'écoles secondaires privées parisiennes, accueillant notamment une clientèle d'enfants d'hommes d'affaires, ont permis à Ballion deux conclusions d'importance. Primo : presque la moitié des enfants des grands industriels se trouvait dans une situation d'échec scolaire. Secundo : « l'argent efface l'échec », c'est-à-dire que la richesse économique peut réparer les dommages causés par les retards et les accidents du parcours scolaire. Les stratégies de compensation et de réparation qu'adoptent ces familles leur permettent de lutter contre l'insuccès scolaire, atténuant, voire portant remède, à ses effets les plus néfastes.

La recherche brésilienne en sciences de l'éducation ne compte pas encore d'étude sur ce sujet. La décision a alors été prise de relever le défi d'enquêter en milieu favorisé par le niveau de revenu et de patrimoine économique. Le vrai ressort en était cependant une certaine perplexité face à la dissémination dans le sens commun (mais également implicite dans certains présupposés scientifiques) de l'idée selon laquelle l'excellence scolaire est forcément l'apanage des « riches », les élèves « nantis » intégrant fatalement les élites scolaires.

D'un point de vue théorique, ce choix se greffe sur une problématique classique en sociologie de l'éducation : celle des médiations entre le milieu social d'appartenance et les résultats scolaires, qui met en exergue le poids relatif des facteurs culturels et des facteurs économiques dans le cheminement de l'élève<sup>1</sup>. D'autre part, notre propos avait trait également aux interrogations sociologiques actuelles autour des trajectoires scolaires des individus appartenant à des milieux sociaux différents.

En effet, les sociologues s'intéressaient déjà, dans les années 1960, aux relations entre les parcours individuels à l'intérieur du système éducatif et le milieu social d'appartenance. Au départ, ils s'interrogeaient surtout sur les macro-relations entre le système scolaire et l'origine sociale, à travers l'accompagnement longitudinal (et à grande échelle) de cohortes d'étudiants, visant à observer la distribution des chances scolaires. Ces analyses des flux ne prenaient pas en compte la dimension individuelle des biographies scolaires.

Les années 1980 vont permettre l'émergence d'une nouvelle approche doublement éloignée du modèle antérieur. Elle réveille, tout d'abord, l'intérêt

1. Pour une mise à jour de cette problématique, voir Goux & Maurin (1997).

sociologique pour la diversité (relative) des destins et des pratiques scolaires au sein d'un même milieu social. Ensuite, elle s'intéresse aux histoires de vie scolaires d'individus concrets, ainsi qu'aux vécus et aux attributions de sens dans ces processus <sup>2</sup>. Les années 1990 vont alors s'intéresser aux trajectoires atypiques, exceptionnelles, inattendues – celles qui échappent aux régularités statistiques. Dorénavant, « l'insignifiant statistique » devient « sociologiquement significatif » (Baudelot, 1999) <sup>3</sup>.

Un point particulier semble toutefois recueillir un large consensus dans cette sociologie des trajectoires scolaires : un parcours scolaire n'est jamais complètement déterminé par l'appartenance à une classe sociale. Son développement s'associe forcément à d'autres facteurs, tels que les dynamiques internes des familles et les caractéristiques « personnelles » des sujets – toutes deux présentant un certain degré d'autonomie par rapport au milieu social.

## LES TRAJECTOIRES SCOLAIRES ET UNIVERSITAIRES

Sur ces fondements théoriques, les questions suivantes ont été posées : quel type de trajectoire scolaire ont les jeunes issus de foyers économiquement privilégiés ? Quelles conditions sociales et familiales rendent intelligibles leurs destins scolaires ? De quelle façon les privilèges liés à la famille d'origine se constituent-ils en atouts (ou en obstacles) vis-à-vis des études ?

Les limites de ce travail empêchent de fournir des réponses définitives à ces interrogations. Sont présentés ici quelques aspects d'une enquête réalisée en 2000-2001, auprès de 25 familles de grands et moyens entrepreneurs de l'État de Minas Gerais <sup>4</sup>. Son objectif central était de connaître les histoires scolaires de jeunes issus de familles privilégiées et les stratégies éducatives de leurs parents. Les résultats se fondent sur un corpus de cinquante entretiens semi-directifs, une moitié avec les jeunes, l'autre avec leurs mères, interrogées séparément <sup>5</sup>. Le propos était, en outre, d'ouvrir le débat sur un thème assez controversé.

La majorité des chercheurs s'accorde à définir la trajectoire scolaire comme un « enchaînement temporel des positions successivement occupées par les individus dans les différents champs de l'espace social » (Battagliola, Bertaux-Wiame, Ferrand, Imbert, 1991, p. 3). Dans cette optique, un parcours scolaire devra être saisi au moyen des événements qui le ponctuent, avec ses moments décisifs, ses bifurcations, ses croisements.

2. Voir à ce sujet les travaux de Terrail (1984, 1990) sur les ouvriers, de Zéroulou (1988) sur les migrants algériens et de Berthelot (1993) sur les paysans.

3. Voir à ce sujet les livres de Laurens (1992), Lahire (1995) et de Ferrand, Imbert & Marry (1999).

4. J'ai sélectionné des familles dont le père et/ou la mère exercent des fonctions entrepreneuriales et dont au moins un des enfants vivant au domicile a atteint l'âge des études supérieures. Cependant, les difficultés pour pénétrer ce milieu m'ont forcée à inclure dans mon étude le cas d'une famille dont le fils aîné était encore au lycée.

5. Les vingt-cinq jeunes interrogés (treize garçons et douze filles) avaient entre seize et vingt-sept ans.

Pour ce travail, nous avons pris le parti de nous appuyer essentiellement sur les étapes institutionnalisées d'un itinéraire scolaire (école primaire, secondaire, sélection aux études supérieures), telles qu'elles se présentent actuellement dans le système éducatif brésilien.

Une petite majorité de la population interrogée (treize jeunes sur vingt-cinq) a subi des redoublements au long du cursus primaire et secondaire. Ces treize jeunes ont totalisé, à eux seuls, dix-neuf redoublements. Bien que la plupart d'entre eux se soient produits au collège ou au lycée, un cinquième des cas concerne quand même le cursus primaire. Il importe d'ajouter que quatre de ces jeunes, tous confrontés à deux situations de redoublement au moins, ont dû avoir recours au « supplétif » – un enseignement de rattrapage très stigmatisant par ailleurs – que ce soit au niveau du collège (trois cas) ou du lycée (un cas).

Les études de trajectoires montrent que les carrières scolaires se construisent généralement par étapes et que c'est au fil du temps que la valeur scolaire d'un individu se constitue et prend consistance. Mais aussi qu'il y a des moments carrefours plus capables de mettre en évidence le chemin parcouru jusque-là et de permettre un pronostic valable par la suite. Au Brésil, le plus fort de ces moments est le *vestibular* (concours d'entrée à l'université)<sup>6</sup>. Le fait que la majorité des jeunes de l'enquête ait atteint l'université après l'âge normal (dix-huit ans) confirme qu'ils ont pris du retard suite à des redoublements antérieurs ou à des ratages du *vestibular* car, à la différence des milieux populaires, dans les milieux sociaux favorisés, l'abandon ou l'interruption des études avant cette étape est un fait rarissime.

Le retard accumulé lors de leur cheminement n'a cependant pas empêché ces jeunes d'atteindre l'enseignement supérieur. Ils l'ont fait après avoir eu recours aux *cursinhos*<sup>7</sup>. La grande majorité des jeunes a suivi ces cours : la moitié pendant un an ou deux, le reste pendant six mois environ.

Mais l'aspect le plus important concerne le choix de l'institution d'études supérieures. En effet, les établissements choisis appartiennent au réseau privé<sup>8</sup>, dont les examens d'entrée sont moins sélectifs et peu exigeants. Les trois quarts des jeunes enquêtés ont essayé – pour la plupart une seule fois – de passer le concours d'entrée de l'université fédérale de Minas Gerais (UFMG), sans succès. Il est légitime de supposer que, confrontés au degré élevé de compétitivité du concours de l'université publique et conscients de leurs faiblesses, les autres se sont abstenus. Le seul qui étudiait à l'UFMG y avait accédé par transfert du dossier d'inscription auprès d'une faculté privée loca-

6. NDLR : Pour une présentation de l'organisation du système d'enseignement brésilien, voir Célia Regina Vendramini, in *Revue internationale d'éducation de Sèvres* n° 38, avril 2005, pp. 131-137.

7. Cours privés (et hors système d'enseignement) préparant au concours d'entrée à l'université.

8. Au Brésil, les institutions d'enseignement supérieur les plus sélectives, celles qui offrent un enseignement d'excellence et jouissent d'un grand prestige, appartiennent au réseau public. Dans l'État de Minas Gerais, cela correspond notamment à l'université fédérale de Minas Gerais (UFMG), dont le concours d'entrée est très compétitif.

lisée à l'intérieur de l'État du Minas Gerais. Tous les autres fréquentaient, à l'époque de l'enquête, des établissements d'enseignement supérieur privés<sup>9</sup>.

De tels résultats semblent remettre en question l'idée courante que, pour obtenir une place dans les universités publiques réputées, il suffirait d'avoir d'importantes ressources financières. Cela suffirait à garantir une trajectoire scolaire d'excellence permettant de franchir avec succès les concours d'entrée de ces institutions. Contrairement aux idées reçues, pour y arriver, il faut encore que les individus aient été disposés à ambitionner l'accès aux cursus universitaires les plus prisés et se montrent aptes à mobiliser les ressources nécessaires.

Le cursus de ces jeunes se déroule d'un bout à l'autre dans le réseau privé. Cette fidélité pourrait surprendre, étant donné la réputation et le prestige de la plupart des universités publiques. Ce constat remet en question les idées reçues qui portent à croire qu'au Brésil les « riches » fréquentent les meilleures universités gratuitement tandis que les pauvres, eux, sont obligés à faire leurs études dans des institutions payantes de moindre qualité. Elle met également à mal l'hypothèse – qui circule dans le milieu académique (Souza, 1990-1991) – d'un « cercle vertueux », selon laquelle le fait que les jeunes des milieux favorisés fréquentent des écoles primaires et secondaires privées de haute qualité leur donne d'emblée accès aux universités publiques.

Quant aux choix des études universitaires, ces enfants d'entrepreneurs montrent une nette préférence pour un certain type de formation supérieure : celle qui prépare au monde des affaires et à la gestion des entreprises. Presque la moitié des jeunes interrogés ont choisi des études directement liées à l'administration d'entreprises, comme l'indique le tableau ci-dessous. Si, à ce

#### Distribution des jeunes en fonction des études supérieures fréquentées

Filières	Nombre
Administration d'entreprises	12
Architecture	2
Relations publiques	2
Publicité et marketing	2
Psychologie	2
Droit	1
Médecine	1
Pédagogie	1
TOTAL	23*

\*Note : Deux sujets n'avaient pas encore accédé à l'enseignement supérieur au moment de l'enquête.

9. NDLR. Voir Jean-Jacques Paul, Maria-Luiza Ostheimer-Paul, « Le choix d'une profession par les étudiants. Le cas du Brésil » in *Revue internationale d'éducation de Sèvres* n° 38, avril 2005, pp. 77-86.

contingent, on ajoute les jeunes ayant choisi des branches universitaires connexes, comme la publicité, le marketing ou les relations publiques, on obtient une large concentration autour d'un secteur professionnel spécifique: celui de la direction et de l'organisation du monde de l'entreprise.

Cette concentration est encore plus importante si l'on prend en considération les orientations des deux sujets qui finissaient le lycée au moment de l'enquête: le premier avait suivi une filière de technicien en gestion d'entreprise au niveau du secondaire; la deuxième, une jeune fille, préparait le concours d'entrée dans la branche administration d'entreprises.

La même tendance peut être observée chez les différents membres de leur fratrie qui avaient déjà intégré l'université. Si plus de la moitié des frères et sœurs des jeunes qui ont participé à l'enquête s'orientent également vers des branches universitaires en rapport avec le monde de l'entreprise, les filières qu'ils choisissent sont plus diversifiées: économie, publicité, marketing, marketing appliqué au design, comptabilité, commerce extérieur, dessin industriel, relations publiques.

Filles et garçons manifestent une propension semblable aux études d'administration: sept garçons et cinq jeunes filles (six, si l'on comptabilise celle qui préparait le *vestibular*) se destinent à cette filière.

Comment les protagonistes justifient-ils ce choix? Quel sens lui attribuent-ils? Certains jeunes avouent avoir procédé «par élimination» en l'absence d'une vocation plus ferme. François Dubet (1994), dans un article sur l'étudiant contemporain, attirait déjà l'attention sur le phénomène du «choix négatif». Selon lui, on ne doit pas voir ces jeunes comme des sujets sans projet, mais plutôt comme des sujets qui formulent le seul projet dont ils sont capables, après être passés par une «série de renoncements». L'accord entre désirs et projets n'est le privilège que de l'élite scolaire qui dispose seule d'un vrai pouvoir de choix, ajoute l'auteur. «Les études médicales ne sont jamais présentées [par les interviewés] comme un choix par défaut. On est médecin parce qu'on a choisi de l'être "depuis toujours"» (p. 520).

Les arguments que les jeunes présentent pour justifier le choix des études d'administration tournent autour de deux axes. D'un côté sont évoqués des aspects objectifs ayant trait aux caractéristiques imputées à la discipline elle-même, censée avoir des exigences académiques moindres. D'un autre côté, l'administration est perçue comme une branche au contenu assez général, qui offre une certaine malléabilité à la fois en termes de formation postérieure et de future insertion professionnelle. Le contenu de cette filière est ainsi envisagé davantage dans sa fonction instrumentale d'adaptation que dans sa dimension de développement intellectuel.

D'autre part, les personnes interrogées indiquent souvent que leurs options ont été guidées par des raisons d'ordre individuel (le goût, la personnalité, la vocation etc.).

Les témoignages suggèrent que, dans l'ensemble, la dimension personnelle ne s'oppose pas aux contraintes extérieures, notamment l'influence parentale. Le sentiment qu'ont certains jeunes de suivre leurs inclinations personnelles met en évidence que l'exercice de la subjectivité peut s'accomplir en harmonie avec les impératifs de l'ordre social qui échappent au sujet sans que sa sensation de liberté soit atteinte. Quelle alchimie recèle ce processus ?

L'une des réponses sociologiques possibles réside dans l'idée que les inclinations et les préférences, apparemment irréductibles aux structures sociales, ne peuvent être conçues indépendamment des conditions d'existence. En fait, elles représentent des « ajustements » à ces dernières qui, la plupart du temps, échappent à la conscience individuelle. La connaissance de ce processus subjectif qui conduit l'acteur à aimer son destin social – l'*amor fati* que propose Bourdieu – écarte le risque d'un double piège : considérer les perceptions et les actions des individus soit comme le fruit d'une coercition sociale mécanique, soit comme un acte de pure liberté.

En réalité, le goût (pour les affaires, le cas échéant) est fruit d'un long processus de socialisation familiale qui transmet les dispositions nécessaires à l'intégration à des groupes sociaux ou à des univers professionnels spécifiques. Selon Bourdieu (1993, p. 712), la figure paternelle y joue un rôle fondamental. « Le père est le lieu et l'instrument d'un "projet" (ou, mieux, d'un *conatus*) qui, étant inscrit dans ses dispositions héritées, se transmet inconsciemment, dans et par sa manière d'être, et aussi, explicitement, par des actions éducatives orientées vers la perpétuation de la lignée ».

La surprenante régularité des conduites individuelles concernant le choix des études supérieures, que cette recherche a mise en évidence, peut difficilement être pensée indépendamment des mécanismes qui mènent à la reproduction des positions sociales. Ces dispositifs fonctionnent à travers la propension des jeunes à s'orienter dans l'espace social et à adopter des pratiques (même de façon inconsciente) compatibles avec leur milieu d'appartenance.

Néanmoins – nous le savons – tous les enfants d'entrepreneurs ne deviennent pas pour autant entrepreneurs à leur tour. Des études récentes défendent la thèse qu'il est nécessaire que « l'héritier accepte d'être hérité par l'héritage » (Bourdieu, 1993), c'est-à-dire qu'il puisse « se l'approprier » (Singly, 1996). Ce dernier point renvoie à la question de la construction identitaire des sujets. En effet, dans les sociétés contemporaines où l'individualité est fortement valorisée, les acteurs sociaux se trouvent souvent aux prises avec des situations contradictoires qui les conduisent à perpétuer l'histoire familiale et à se constituer en êtres autonomes, parfois au prix d'une indépendance par rapport à la position héritée – ce qui peut gérer des tensions internes et des conflits existentiels.



## UN RAPPORT INSTRUMENTAL À L'ÉCOLE

Les entretiens avec les jeunes ont révélé la prépondérance d'un rapport instrumental à l'école et au savoir (Charlot, 1997), où les finalités poursuivies sont, la plupart du temps, extérieures à la connaissance en soi et marquées par l'utilitarisme (obtention de la note ou du diplôme). Cette désaffection relative pour l'univers scolaire s'ajoute à un intérêt presque passionné pour le monde de l'entreprise et ses défis. En effet, parmi les vingt-cinq enfants d'entrepreneurs interrogés, dix-sept ont réussi à concilier, pendant leur parcours scolaire, les études et l'exercice d'activités professionnelles et rémunérées. Huit d'entre eux sont entrés dans le monde du travail avant même de commencer les études supérieures (un tiers avant l'âge de dix-huit ans), neuf à partir de l'université.

Il s'agit presque toujours d'une vraie expérience du monde du travail, faite soit dans l'entreprise parentale, soit dans la petite entreprise que les parents leur offrent parfois – par exemple en franchise. Dans certains cas, le jeune occupe d'abord des postes subalternes – le courrier, par exemple – et passe successivement par les différents secteurs de l'entreprise « pour apprendre », pour en connaître le fonctionnement global. Ces situations de travail sont en général assez formelles, le jeune étant parfois déclaré comme stagiaire, avec un salaire et des horaires définis<sup>10</sup>.

Il est clair que ces jeunes n'ont nul besoin de subvenir à leurs nécessités ou de contribuer au budget familial. Leurs parents leur apportent toutes sortes de ressources matérielles, y compris certains biens de luxe (voitures et voyages coûteux, etc.). Les sujets de l'enquête pensent que cette insertion précoce dans le monde des affaires offre des avantages divers, parmi lesquels l'habileté « à gagner de l'argent »; la possibilité d'occuper les temps morts que leur laissent les études<sup>11</sup>; la connaissance du monde professionnel « réel », en opposition à la vision « abstraite » que l'école est censée donner.

Il semble que l'école « représente peu » pour ces jeunes. Tout d'abord, elle n'occupe qu'une partie réduite de leur routine quotidienne. Leur discours est truffé d'expressions comme « je m'ennuyais, je restais à la maison à ne rien faire, sans occupation », pour décrire les périodes où ils n'avaient pas classe. Ensuite, elle n'occupe qu'une place secondaire dans leurs préférences personnelles et affectives. « S'il ne tenait qu'à moi, je n'étudierais pas, je ne ferais que travailler », déclare l'une des jeunes. « Je n'ai jamais aimé étudier, je ne sais pas ce que j'aime... mais j'aime mieux travailler qu'étudier », affirme un autre. « Mon travail passe avant les études, c'est comme ça ! », dit un troisième ou

10. Presque la moitié des jeunes interrogés suivait des cours du soir, phénomène que la littérature sociologique brésilienne associe habituellement aux couches populaires.

11. Il convient de rappeler que les filières d'études choisies ne figurent pas parmi celles, plus sélectives, qui fonctionnent à temps plein.

encore un dernier : « je n'aimais pas les études, ne me sentais pas bien en classe, je n'aimais pas la faculté et ça ne me branche toujours pas... ».

En troisième lieu, l'école joue un rôle secondaire dans la préparation professionnelle, étant donné qu'à leurs yeux, les connaissances et les théories académiques qu'elle transmet ne sont pas en consonance avec la réalité du fonctionnement de l'entreprise. Un des jeunes interrogés affirme : « les études m'ennuient profondément, surtout depuis que j'ai commencé à travailler dans la publicité, en 1996. Plein de choses qu'on voit dans la pratique n'ont rien à voir avec ce qu'on nous enseigne. Je trouve que c'est une perte de temps gigantesque. Je pense qu'on pourrait très bien réduire les études de publicité ou n'importe quel autre filière à deux ans. Mais il y a tellement de blabla, de choses inutiles, qu'elles durent quatre, cinq ans et, en fin de compte, c'est une perte de temps, beaucoup d'argent donné aux autres. » (Garçon, 26 ans).

Ces conceptions trouvent un écho dans les représentations et les valeurs parentales. Les entretiens avec les mères recelaient, d'une façon générale, la croyance que la formation à l'entrepreneuriat doit commencer tôt et en famille. En dépit des contradictions et des ambiguïtés détectées dans les propos maternels concernant la scolarisation de leurs enfants, cette insertion précoce dans le monde des affaires représente un puissant facteur de socialisation. Selon Grün (2002), elle contribue à la « formation de vocations » pour l'univers entrepreneurial ou, en d'autres termes, à la formation du « goût pour les affaires ». Le discours parental a aussi d'autres facettes complémentaires, telles qu'un réel mépris pour le destin de salarié, contre lequel les parents essaient de protéger leurs enfants, ainsi qu'un certain scepticisme, ou une certaine méfiance, vis-à-vis des connaissances scolaires, vues comme trop livresques.

La meilleure formule pour caractériser le rapport que les familles des chefs d'entreprise entretiennent avec l'univers scolaire vient du langage ordinaire : ces parents « ne mettent pas tous leurs œufs dans le même panier ». Ils n'investissent l'école que modérément, à l'instar de leurs enfants. Ils utilisent aussi des stratégies de type économique pour sauvegarder ou élever la position du groupe familial dans l'espace social, parmi lesquelles la préparation précoce des jeunes à leur succession par l'association à l'entreprise parentale ou par l'octroi de leur propre petite affaire dès leur période de formation.



Ainsi, le désinvestissement scolaire des jeunes est sans aucun doute lié à tout un processus de socialisation familiale qui échappe, en grande partie, à la conscience des sujets. Ayant le sentiment que les études ne les engagent pas dans une voie de mobilité sociale ascendante, et que les avantages sociaux dérivés sont peu significatifs, ils ne voient en effet aucune raison pour s'y investir davantage.

Ils perçoivent néanmoins la nécessité d'obtenir une caution scolaire pour légitimer la position sociale économiquement dominante qu'ils seront amenés à occuper un jour. C'est pourquoi ils ne restent pas insensibles aux bénéfiques symboliques du diplôme : prestige, respectabilité, légitimité culturelle, cercle d'amitié, influences, alliances matrimoniales, etc. À l'instar de leurs parents, ils vivent une contradiction interne entre, d'un côté, une certaine méfiance par rapport à l'efficacité du diplôme et, de l'autre, la reconnaissance de sa valeur symbolique. Cette contradiction ne favorise pas la constitution d'un rapport personnel et positif aux études chez ces jeunes et ne travaille pas à la création d'un goût pour l'école ou le contenu qu'elle dispense.

## BIBLIOGRAPHIE

ALMEIDA A.M.F., NOGUEIRA M.A. (éds) (2002) : *A escolarização das elites. Um panorama internacional da pesquisa*. Petrópolis, Vozes.

BALLION R. (1977) : *L'argent et l'école*. Paris, Pernoud/Stock.

BATTAGLIOLA F., BERTAUX-WIAUME I., FERRAND M., IMBERT F. (1991) : *Dire sa vie*. Paris, CSU/IRESKO/CNRS.

BAUDELLOT C. (1999) : « L'improbable est toujours possible ». Préface à Ferrand, M., Imbert, F., Marry, C., *L'excellence scolaire : une affaire de famille*. Paris, L'Harmattan.

BERTHELOT J.-M. (1993) : *École, orientation, société*. Paris, PUF.

BOURDIEU P. (1993) : « Les contradictions de l'héritage », dans P. BOURDIEU (éd.). *La misère du monde*. Paris, Seuil : 711-718.

CHARLOT B. (1997) : *Du rapport au savoir – Éléments pour une théorie*. Paris, Anthropos.

DUBET F. (1994) : « Dimensions et figures de l'expérience étudiante dans l'université de masse », *Revue Française de Sociologie*, XXXV : 511-532.

FERRAND M., IMBERT F., MARRY C. (1999) : *L'excellence scolaire : une affaire de famille*. Paris, L'Harmattan.

FOURASTIÉ J. (1970) : « Une enquête sur la scolarité d'enfants d'instituteurs et de normaliens », dans INED. *Population et enseignement*. Paris, PUF : 532-538.

FOURASTIÉ J. (1972) : « Enquête sur la scolarité d'enfants appartenant à des milieux favorisés », *Analyse et prévision*, n° 1-2, juillet/août.

GOUX D., MAURIN E. (1997) : « Démocratisation de l'école et persistance des inégalités », *Économie et Statistique*, n° 306 : 27-39.

GRÜN R. (2002) : « Dinheiro no bolso, carrão e loja no shopping : estratégias educacionais e estratégias de reprodução social em famílias de imigrantes armênios », dans A.M.F. ALMEIDA & M.A. NOGUEIRA (éds.). *A escolarização das elites. Um panorama internacional da pesquisa*. Petrópolis, Vozes : 66-75.

LAHIRE B. (1995) : *Tableaux de familles*. Paris, Gallimard/Le Seuil.

LAURENS J.-P. (1992) : *1 sur 500. La réussite scolaire en milieu populaire*. Toulouse, Presses Universitaires du Mirail.

SINGLY F. de (1996) : « L'appropriation de l'héritage culturel », *Lien social et politique-RIAC*, n° 35, printemps : 153-165.

SIROTA R. (2000) : « Le métier d'élève », dans J.C. FORQUIN (éd). *Sociologie de l'éducation : nouvelles approches, nouveaux objets*. Paris, INRP : 149-172.

SOUZA P.R. (1990-1991) : « A universidade e a crise da educação », *Revista da USP*, n° 8 : 27-32.

TERRAIL J.-P. (1984) : « Familles ouvrières, école, destin social (1880-1980) », *Revue Française de Sociologie*, XXV, n° 3 : 421-436.

TERRAIL J.-P. (1990) : *Destins ouvriers. La fin d'une classe?* Paris, PUF.

ZÉROULOU Z. (1988) : « La réussite scolaire des enfants d'immigrés. Une approche en termes de mobilisation », *Revue Française de Sociologie*, XXIX, n° 3 : 447-470.

